Num. 149

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

1862

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola, n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni Postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese.
Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino	L.	40	21	11
» Provincie del Regno	»	48	25	13
» Roma (franco ai confini)	»	50	26	14

TORINO, Mercoledì 25 Giugno

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia	L.	80	46	25
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento	»	58	30	16
Inghilterra, Svizzera, Belgio, Stato Romano	»	120	70	36

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. esposto al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
24 Giugno	736,12	736,31	736,78	+23,7	+27,3	+31,7	+20,8	+26,5	+26,0	+14,2	N.E.	S.	N.E.	Sereno puro	Sereno	Sereno

I signori associati il cui abbuonamento scade col 30 corr. sono pregati a fare con sollecitudine la dimanda affine di evitare le lacune nella spedizione del GIORNALE.

PARTE UFFICIALE

TORINO, 24 GIUGNO 1862

Il N. 662 della Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione conchiusa tra l'Italia e la Francia relativa alle strade ferrate internazionali, sottoscritta a Parigi addì 7 del mese di maggio 1862, le di cui ratificazioni furono ivi scambiate il 25 stesso mese ed anno.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dat. a Torino, addì 18 giugno 1862.

VITTORIO EMANUELE.

GIACOMO DURANDO.

CONVENZIONE

relativa alle strade ferrate internazionali conchiusa tra S. M. il Re d'Italia e S. M. l'Imperatore dei Francesi: sottoscritta a Parigi dai rispettivi Plenipotenziari il 7 maggio 1862, ratificata il 25 maggio stesso anno.

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Avendo noi conchiuso con Sua Maestà l'Imperatore dei Francesi una convenzione relativa alle strade ferrate internazionali e sottoscritta dai rispettivi plenipotenziari a Parigi, addì 7 maggio del corrente anno,

Quale Convenzione è del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur des Français, désirant pourvoir à la solution de diverses questions auxquelles a donné lieu l'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France en ce qui concerne les chemins de fer situés sur ces territoires, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. Valentino Pasini, député au Parlement, chev. de son ordre royal des saints Maurice et Lazare;

Et M. Severino Grattoni, député au Parlement, commandeur de son ordre royal des saints Maurice et Lazare;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français,

M. Jules Saladin, inspecteur général des finances, commandeur de son ordre impérial de la Légion-d'Honneur, commandeur de l'ordre royal des saints Maurice et Lazare;

Et M. Alphonse Busche, inspecteur général des ponts et chaussées, officier de son ordre impérial de la Légion-d'Honneur.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1. Les dépenses auxquelles donnera lieu l'exécution du chemin de fer, entre Modane et Suse, seront supportées par les deux Gouvernements, chacun pour la partie située sur son territoire.

Art. 2. Le Gouvernement français fera exécuter les travaux de la partie comprise entre Modane et l'entrée du souterrain du Mont Cenis, et le Gouvernement italien ceux de la partie comprise entre la sortie du même souterrain et Suse.

Art. 3. Le souterrain du Mont-Cenis sera exécuté par les soins et sous la responsabilité du Gouvernement italien. Les dépenses de la partie comprise entre le milieu de ce souterrain et la tête de sortie du côté de Bardonnèche, seront entièrement à sa charge. Celles de la partie comprise entre la tête d'entrée du côté de Modane et le milieu du souterrain seront à la charge du Gouvernement français, toute réserve étant d'ailleurs faite pour ce qui concerne la délimitation de la frontière au point de vue politique.

Art. 4. La dépense à la charge du Gouvernement français pour le percement de la partie du souterrain du Mont-Cenis située sur son territoire, est fixée à forfait à la somme de dix-neuf millions de fr. (19,000,000 fr.) pour le cas où la durée des travaux serait de vingt-cinq ans, à partir du premier janvier mil huit-cent soixante-deux (1862).

Dans le cas où les travaux seraient complètement terminés avant ce délai de vingt-cinq ans, le capital de dix-neuf millions (19,000,000 fr.) sera augmenté d'une prime de cinq-cent mille francs (500,000 fr.) pour chaque année entière, dont le maximum de vingt-cinq ans aura été réduit.

Si les travaux durent moins de quinze ans, la prime sera portée à six cents mille francs (600,000 fr.) pour chaque année entière dont ce délai de quinze ans aurait été réduit.

Art. 5. Le capital stipulé dans l'article qui précède ne sera payé par le Gouvernement français, qu'après l'achèvement de tous les travaux du souterrain, y compris la double voie, et lorsque la section de Modane à Suse aura été livrée à l'exploitation.

Pendant l'exécution des travaux, l'intérêt à cinq pour cent (5 0|0) des dépenses correspondant aux parties entièrement terminées, sera payé annuellement au Gouvernement italien par le Gouvernement français. A cet effet et pour que les intérêts s'appliquent à la moyenne des travaux de l'année, un mesurage sera fait contradictoirement le premier juillet de chaque année, pour reconnaître la longueur de galerie entièrement exécutée du côté de la France. A cette longueur on appliquera le prix de trois mille francs (3,000 fr.) par mètre courant, sans que le prix total de dix-neuf millions de francs (19,000,000 fr.) stipulé à l'article 4 ci-dessus, puisse en aucun cas être dépassé; les intérêts de la somme ainsi déterminée seront payés le quinze janvier de l'année suivante.

Le premier mesurage sera fait le premier juillet mil huit-cent soixante-deux (1862), et le paiement de la première année d'intérêt aura lieu le quinze janvier mil huit-cent soixante-trois (1863).

Les travaux devront être conduits de manière que la longueur de la galerie exécutée dans la partie italienne ne soit jamais inférieure de plus de cent mètres (100m.) à celle qui sera terminée à la même époque dans la partie française.

Art. 6. Si les travaux du souterrain du Mont-Cenis ne sont pas entièrement terminées le premier janvier mil huit-cent quatre-vingt-sept (1887), le Gouvernement français sera exonéré du paiement des dépenses faites pour la partie située sur son territoire, et les intérêts cesseront de courir; il sera de même si, avant cette époque, le Gouvernement italien déclare renoncer à leur continuation. A défaut de déclaration de sa part, on considérera les travaux comme abandonnés, si, à la fin d'une année quelconque, la longueur totale de galerie exécutée ne représente pas au moins une moyenne de deux cent cinquante mètres (250m.) par an, à partir du premier janvier mil huit-cent soixante deux (1862), sur chacune des parties française et italienne.

Art. 7. La somme de vingt millions de francs (20,000,000 fr.) que la Compagnie du chemin de fer *Victor-Emmanuel* doit payer à titre de subvention, conformément à l'article 16 du cahier des charges, sera répartie ainsi qu'il suit:

Treize millions (13,000,000 fr.) à l'Italie;

Sept millions (7,000,000 fr.) à la France.

La France aura droit à deux millions (2,000,000 fr) sur chacun des deux premiers cinquièmes, et à un million (1,000,000 fr.) sur chacun des trois derniers.

Les sommes attribuées au Gouvernement français seront versées dans les caisses du Gouvernement italien et viendront en déduction des obligations en intérêt et capital contractées par la France dans le présent traité.

Il sera tenu à cet effet un compte courant d'intérêts à cinq pour cent (5 0|0) entre les deux Gouvernements.

Dans le cas prévu par l'article 16 du cahier des charges, où le Gouvernement italien aurait à rembourser à la Compagnie tout ou partie de sa subvention, le Gouvernement français tiendrait compte au Gouvernement italien des intérêts dont les versements de la Compagnie l'auraient exonéré.

Art. 8. Après l'achèvement des travaux le Gouvernement français sera mis en possession de tous les terrains acquis et de tous les ouvrages exécutés sur son territoire par le Gouvernement italien, tels que galeries souterraines, voies de fer définitives, barrages, dérivations de cours d'eau, réservoirs en maçonnerie et bâtiments.

Les terrains, bâtiments et ouvrages ne faisant pas partie du souterrain seront livrés dans l'état où ils se trouveront.

Le Gouvernement italien se réserve de reprendre les machines, les outils et le mobilier dont les bâtiments ont été garnis, ainsi que les matériaux et autres objets approvisionnés.

Art. 9. Le Gouvernement français aura le droit de faire visiter les travaux du souterrain, toutes les fois qu'il le jugera convenable, par des ingénieurs, ou autres délégués de son choix, chargés de les examiner pour lui rendre compte de leur état d'avancement ainsi que de leur exécution.

Le Gouvernement italien mettra les délégués français à même de remplir leur mission; il leur fera donner tous les renseignements qu'ils demanderont ou qui pourront leur être utiles.

Au commencement du mois de juillet de chaque année une Commission mixte, nommée à cet effet par les deux Gouvernements, constatera la situation des travaux du souterrain, tant pour la partie italienne que pour la partie française, et fera le mesurage indiqué à l'article 5 ci-dessus.

Avant la mise en exploitation il sera procédé par une Commission mixte à la reconnaissance des travaux.

Art. 10. Avant la mise en exploitation de la section de Modane à Suse, les deux Gouvernements s'entendront sur les mesures de police et de douane auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la nouvelle voie, ainsi que sur les dispositions à prendre pour assurer le service des correspondances postales et télégraphiques.

Un règlement uniforme pour les signaux et pour tout le détail de l'exploitation entre les stations de Modane et de Bardonnèche, sera arrêté par les deux Gouvernements, sur la proposition de la Compagnie.

Art. 11. Les charges resultant de la garantie d'intérêt de 4 1|2 pour 100 stipulée en faveur de la Compagnie du *Victor-Emmanuel* par l'article 79 du cahier des charges annexé à la loi du 15 août 1857 seront partagés entre les deux Gouvernements, de telle sorte que chacun d'eux supporte seul le déficit qui pourra résulter des réglements de comptes relatifs à la partie du chemin de fer située sur son territoire.

Toutefois, en ce qui concerne la Compagnie, les effets de la garantie d'intérêt demeureront les mêmes que si la ligne n'était pas divisée; en conséquence, si les sections appartenant à l'un des deux Etats donnent un produit net supérieur à quatre et demi pour cent (4 1|2 p. 0|0), et celles qui dépendent de l'autre Etat, un produit net inférieur à ce même taux, l'excédant du premier produit sera reporté par le Gouvernement intéressé sur le second, de manière à réduire ou même, le cas échéant, à supprimer le paiement à faire à la Compagnie.

Art. 12. Chaque Gouvernement réglera les comptes de construction et d'exploitation pour les parties du chemin de fer situées sur son territoire, et les communiquera ensuite à l'autre Gouvernement. Le compte des dépenses générales et la répartition de ces dépenses entre les sections françaises et les sections italiennes seront établies en commun entre les deux Gouvernements, la Compagnie entendue.

Art. 13. Lorsque la section de Modane à Suse aura été livrée à l'exploitation, la garantie d'intérêt spéciale affectée à cette section par l'article 17 du cahier des charges sera supportée par les deux Gouvernements et partagée entr'eux d'après les bases suivantes.

Le capital de vingt millions de francs (20,000,000) dont l'intérêt à quatre et demi pour cent (4 1|2 p. 0|0) est garanti, sera réparti comme il est dit dans l'article 7 de la présente convention.

Pour l'exercice de cette garantie, on établira le produit net de la section de Modane à Suse et l'on répartira ce produit entre chacun des deux Etats proportionnellement à la longueur des sections situées sur leurs territoires.

Ne seront pas compris dans le calcul de ces produits ceux qui proviendraient de lignes nouvelles concédées par l'un ou l'autre Gouvernement, et venant s'embrancher sur la section de Modane à Suse.

Art. 14. Chaque Gouvernement sera libre de faire avec la Compagnie tels arrangements qu'il jugera convenables, pour modifier les clauses de la concession, en ce qui concerne les sections du chemin de fer situées sur son territoire; d'étendre ou de réduire les limites de cette concession et même de la supprimer tout-à-fait, pourvu que ces modifications n'apportent aucun obstacle à ce que les comptes indiqués à l'article 12 ci-dessus puissent être établis comme si la concession avait été maintenue dans les conditions actuelles, et qu'elles n'affectent en aucune manière les intérêts de l'autre Gouvernement.

Art. 15. La somme à fournir par la Compagnie du chemin de fer *Victor-Emmanuel* conformément à l'article 99 du cahier des charges ci-dessus mentionné, pour les frais de contrôle et de surveillance, et dont le *maximum* est fixé par an à trente cinq mille francs (35,000 francs), sera partagée par portions égales, entre les deux Gouvernements, en sorte que chacun d'eux aura droit à dix sept mille cinq cents francs (17 mille 500 francs) au *maximum*.

Les versements seront faits dans les caisses de chacun des deux Gouvernements pour les sommes qui lui sont attribuées.

La présente disposition aura son effet à partir du 14 juin mille huit cent soixante (1860).

Art. 16. La dépense d'entretien de la route ordinaire de St-Jean-de-Maurienne à Suse, réglée à la somme annuelle de cent mille francs (100,000 francs) par l'article 20 du cahier des charges susmentionné, sera supporté par chacun des deux Gouvernements proportionnellement à la longueur de la partie située sur son territoire.

En conséquence, la part à la charge du Gouvernement français est fixée à soixante huit mille cinq cents francs (68,000 francs) par an, et la part à la charge du Gouvernement italien à trente-et-un mille cinq cents francs (31,500 francs).

La présente disposition aura son effet à partir du quatorze juin mille huit cent soixante (14 juin 1860).

Il est bien entendu que les réductions de dix mille cinqcents francs (10,500 francs) et de quatorze mille sixçents francs (14,600 francs) stipulées dans le cahier des charges pour être faites après l'achèvement des sections du chemin de fer comprises, l'une entre St-Jean de Maurienne et St-Michel, l'autre entre St-Michel et Modane, porteront entièrement sur la somme mise à la charge du Gouvernement français.

Art. 17. Le cautionnement de deux millions de francs (2,000,000 de francs) versé par la Compagnie des chemins de fer de la ligne d'Italie sera divisé en deux parties égales qui seront affectées exclusivement, l'une aux sections sises sur le territoire français et l'autre aux sections sises sur le territoire italien.

En conséquence, le Gouvernement italien versera, dans un délai de trois mois à partir de la ratification de la présente convention, une somme de un milion de francs (1,000,000 francs) dans les caisses du Gouvernement français à la charge par ce dernier de remplir vis-à-vis de la Compagnie toutes les conditions du cahier des charges, en ce qui concerne le cautionnement.

Art. 18. Les Commissaires français déclarent n'avoir aucune réclamation à exercer en ce qui concerne un cautionnement de trois cent mille francs (300,000 francs) déposés dans les caisses du Gouvernement italien par une Compagnie à l'occasion de la concession d'un chemin de fer d'Annecy à la frontière de Genève.

Art. 19. Le Gouvernement français s'engage à faire construire sur son territoire, en prolongement du chemin de fer de Toulon à Nice, un chemin de fer qui aboutira à la frontière italienne au torrent de Saint-Louis; à cet effet, il présentera un projet de loi au Corps législatif aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans la Session de 1863.

De son côté, le Gouvernement italien s'engage à prolonger jusqu'à la frontière française le chemin de fer actuellement en cours d'exécution de Gênes à Vintimille, et à le raccorder avec la ligne française dont il vient d'être question.

Art. 20. Le point de jonction des deux chemins de fer français et italien et le mode de raccordement de ces chemins seront déterminés par les deux Gouvernements, d'après des projets rédigés de concert entre les ingénieurs des deux pays.

Art. 21. Les travaux de construction devront être entrepris sur le territoire français, dans un délai de six mois, à dater de la loi qui aura pourvu aux voies et moyens d'exécution. Ils devront être terminés dans un délai de trois ans, à partir de l'expiration des six mois ci-dessus fixés.

Les travaux devront être poussés sur le territoire italien de manière à être achevés à la même époque.

Art. 22. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux pays, d'un mètre quarantequatre centimètres (1m 44) au moins, et d'un mètre quarantecinq centimètres (1m 45) au plus.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2m 00).

Les tampons des locomotives et des wagons seront, dans les deux États, disposés de manière à se correspondre.

Art. 23. Les terrains pourront n'être acquis, les terrassements et les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une seule voie, sauf l'établissement de gares d'évitement en nombre suffisant.

Si, par suite de l'augmentation du trafic, il devenait nécessaire d'établir une deuxième voie, les deux Gouvernements s'entendront à cet effet.

Art. 24. A moins de conventions spéciales faites entre les administrations des deux chemins de fer et approuvées par les Gouvernements respectifs, tous les trains de voyageurs et de marchandises traversant la frontière changeront de locomotives dans la station de Vintimille; en conséquence, le Gouvernement italien devra fournir à l'administration du chemin de fer français dans cette station, les locaux nécessaires à l'établissement régulier de son service, ainsi qu'à l'abri de ses locomotives, de ses wagons et de son personnel d'exploitation.

Toutes les dépenses d'établissement de la station de Vintimille seront à la charge du Gouvernement italien, qui recevra de l'administration du chemin de fer français, à titre de loyer, l'intérêt annuel à cinq pour cent (5 pour 0|0), des dépenses afférentes aux constructions affectées au service exclusif de ce dernier chemin, et l'intérêt, au même taux, de la moitié des dépenses relatives aux constructions affectées au service commun.

Les frais d'entretien desdites constructions avancés de même par le Gouvernement italien, seront partagés d'après les mêmes bases.

Les projets des voies et bâtiments à établir pour le service international seront concertés entre les deux Gouvernements.

Art. 25. Avant la mise en exploitation des deux chemins de fer, les Gouvernements s'entendront sur les mesures de police et de douane auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la nouvelle voie, ainsi que sur les dispositions à prendre pour assurer la service des correspondances postales et télégraphiques.

Art. 26. Un règlement uniforme pour les signaux et tout le détail du service d'exploitation entre la frontière et la station de Vintimille, ainsi que dans cette station, sera concerté entre les administrations chargées de la direction des deux chemins de fer, et soumis à l'approbation des Gouvernements respectifs.

Art. 27. Le tarif des prix pour le trasport des personnes, bagages et marchandises, entre les stations de Menton et de Vintimille, sera fixé de la même manière.

Art. 28. A raison du parcours de ses convois entre la frontière et Vintimille, l'administration du chemin de fer français tiendra compte à l'administration du chemin de fer italien, à titre de péage, des deux tiers des recettes qu'elle fera pour les trajets effectués par ses trains entre la frontière et la station de Vintimille, l'entretien et la surveillance de cette partie de la ligne restant à la charge de l'administration italienne.

Art. 29. Les articles 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 ci-dessus de la présente convention seront considérés comme nuls et non avenus, si, dans la Session de mil huit cent soixante trois (1863) les clauses financières relatives à l'exécution du prolongement de Nice à la frontière italienne n'ont pas été approuvées par le Corps législatif.

Art. 30. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original à Paris le sept mai mil huit cent soixante deux.

(L. S.) V. Pasini.
(L. S.) S. Grattoni

(L. S.) J. Saladin.
(L. S.) A. Busche.

Noi avendo veduto ed esaminato la convenzione qui sovrascritta, l'abbiamo approvata in ogni e singola sua parte, epperciò per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla osservare inviolabilmente.

In fede di che, Noi abbiamo firmato le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il nostro reale sigillo.

Dato dal nostro Real palazzo in Torino, addì venticinque del mese di maggio, l'anno del Signore mille ottocento sessantadue, e del Regno nostro il decimoquarto.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri
Giacomo Durando.

Per copia conforme all'originale
Torino, 13 giugno 1862
Melegari.

Il N. 651 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro dell'Interno;

Vista la Legge 22 dicembre 1861, n. 384, sull'occupazione di Case religiose per causa di servizio sì militare che civile;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

È data facoltà al Ministero dell'Interno di occupare temporaneamente il Convento dei PP. Crociferi nel Circondario Capo-luogo della Provincia di Trapani per adirsi a Caserma di pubblica Sicurezza, provvedendo a termine dell'art. 1 della legge suddetta per ciò che riguarda il culto, la conservazione di opere d'arte ed il concentramento dei Padri ivi esistenti.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 5 giugno 1862.

VITTORIO EMANUELE.

U. Rattazzi.

In udienza del 18 giugno S. M. sulla proposta del Guardasigilli ha fatto le seguenti disposizioni nel personale dell'Ordine giudiziario:

18 giugno

Rosoni dott. Giovanni, giudice del mandamento di Monterubbiano, collocato a riposo ed ammesso a far valere i suoi titoli alla pensione;

Tontoni dott. Pietro, vice-giudice del mand. di Montegiorgio, nominato giudice di quello di Monterubbiano;

Berardi Pio, segretario dal mand. di Pausula, nominato segretario di quello di Osimo;

Ciancarini Pietro, id. di S. Leo, id. di Monterubbiano;

Imperatori Luigi, id. di Montecarotto, id. di Pausula;

Angelozzi Giovanni, id. di S. Benedetto, id. di Montecarotto;

Cesarj Cesareo, sostituito segr. del mand. di Cagli, nominato segretario di quello di San Leo;

Panunzi Valentino, id. di S. Vittoria, id. di S. Benedetto;

Agabiti Agapito, id. di Jesi, id. di Matelica;

Castori Filippo, id. di Corinaldo, nominato sost. segr. del mand. di Jesi;

Ceresani Silvestro, applicato ff. di sost. segr. del mand. di Loreto, nominato sost. segr. di quello di Corinaldo;

Provveduti Angelo, id. di Todi, id. di Cagli;

Crocetti dott. Dario, volontario presso la giudicatura di S. Vittoria, nominato sost. segr. nella stessa giudicatura;

Cecchetelli-Ippoliti Carlo, già vice-cancelliere nella cessata giudicenza di Sassoferrato, attualmente in disponibilità di servizio, collocato a riposo a farsi dal dì 1.o luglio p. v. ed ammesso a far valere i suoi titoli alla pensione.

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari della Guerra S. M. in udienza del 18 giugno 1862 ha fatte le seguenti disposizioni relative al personale contabile d'artiglieria:

Ceranlo Giuseppe, scrivano di 1.a classe nel personale contabile d'artiglieria è dispensato dal servizio in seguito a sua domanda;

David Luigi, contabile di 2.a classe nel detto personale, è collocato in aspettativa in seguito a sua domanda per motivi di salute.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — Torino, 21 *Giugno* 1862

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA

Dovendosi provvedere all'uffizio di Settore per l'anatomia umana resosi vacante nella R. Università di Siena, cui è annesso lo stipendio d'annue L. 1700, s'invitano gli Aspiranti a presentare la loro domanda alla Segreteria di detta Università fra tutto il mese di agosto prossimo venturo.

L'esame di concorso relativo si terrà nella Università stessa, ed avrà principio il giorno 25 del seguente settembre, e consisterà:

1. In una preparazione anatomica sopra un tema tratto a sorte da venti designati dal Professore di Anatomia ed eseguita nell'intervallo di dodici ore;

2. In un esame orale, che si aggirerà specialmente sulla preparazione eseguita, e durerà tre quarti d'ora.

Torino, 12 giugno 1862.

I Direttori degli altri periodici sono pregati di riprodurre questo avviso.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.
Avviso di concorso.

Avvenuta la vacanza di un posto di professore di Geometria e Meccanica nella R. Accademia di Belle Arti in Carrara, il quale è retribuito coll'annua provvisione di L. 1200, s'invitano tutti coloro che intendessero di avere titoli per concorrervi a presentarli a questo Ministero entro il tempo utile che viene fissato dalla pubblicazione del presente avviso sino al giorno 10 del prossimo venturo luglio.

Torino, il 27 maggio 1862.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Si rende noto che i quattro posti gratuiti nel Collegio delle Provincie appartenenti alla *pia fondazione Vandone* di Vigevano, e rappresentati dalla pensione mensuale di L. 65 pei nove mesi dell'anno accademico, sono applicati uno allo studio delle *lettere*, uno a quello delle *leggi* e gli altri due allo studio delle *matematiche*.

Gli esami di concorso per tali posti si apriranno il 11 del prossimo mese di luglio, contemporaneamente agli esami per i posti di regia fondazione nella città che saranno ulteriormente stabilito per R. Decreto da pubblicarsi nella Gazzetta Ufficiale del Regno.

A tali posti possono concorrere i nativi di tutte le antiche provincie del Regno; ma, in caso di buon successo nell'esame, avranno la preferenza i giovani domiciliati in Vigevano ed ivi nati da genitori vigevanesi, e in difetto di questi i giovani nati e domiciliati nel circondario di Lomellina.

Torino, addì 27 maggio 1862.

MINISTERO DELLA GUERRA.
DIREZIONE GENERALE DEI SERVIZI AMMINISTRATIVI.
Concorso per la nomina di medici aggiunti nel Corpo sanitario militare dell'Esercito.

Ad oggetto di provvedere a posti disponibili di medico aggiunto nel Corpo sanitario militare, il Ministero della guerra ha determinato di aprire un esame d'idoneità e di concorso presso il Consiglio superiore militare di sanità in Torino, e presso un'apposita Commissione in Napoli.

Avrà esso principio nell'uno e nell'altro luogo al primo giorno del prossimo luglio, e terminerà coll'ultimo giorno dello stesso mese.

Gli aspiranti dovranno non eccedere l'età d'anni 30, essere muniti della doppia laurea medico-chirurgica, essere forniti dell'idoneità fisica per il militare servizio, essere celibi, ed ove ammogliati, possedere il censo richiesto per il permesso di matrimonio agli ufficiali dell'esercito, essere regnicoli o naturalizzati, salvo quelle eccezioni che il Governo giudicasse di fare a senso del disposto dall'art. 131 della legge 20 marzo 1854 sul reclutamento dell'esercito.

Gli aspiranti al concorso dovranno presentarsi al Consiglio superiore militare di sanità in Torino, od alla Commissione esaminatrice in Napoli, ed ivi esibire i seguenti documenti:

1. Fede legalizzata di nascita.

2. Diplomi originali (non copia autentica) della doppia laurea medico-chirurgica conseguita in una delle università del Regno Italiano, ed il titolo originale del libero esercizio pratico per quelle università in cui esso è prescritto.

3. Stato libero legalizzato. In caso di coniugio, i titoli legali comprovanti di possedere in proprio e libero da ogni vincolo od ipoteca anteriore l'annuo reddito di L. 1200 fra ambi i coniugi, siccome è prescritto dalle Regie Patenti del 19 aprile 1834, relative alla permissione di matrimonio agli ufficiali dell'esercito.

I singoli candidati, prima di essere ammessi al concorso, verranno visitati dal Consiglio o dalla Commissione, a fine di accertare la loro idoneità fisica per il militare servizio.

Il programma delle materie dell'esame di concorso è il seguente:

1. Anatomia e fisiologia.
2. Patologia speciale medico-chirurgica, cioè:
   a) Le febbri.
   b) Le infiammazioni.
   c) Le emorragie spontanee e traumatiche, ed i correlativi presidii emostatici, dinamici e meccanici.
   d) Gli esantemi e le impetigini (*).
   e) Le fratture e le lussazioni.
   f) Le ferite e le ernie.

I primi posti vacanti di medico aggiunto saranno accordati a quei candidati che avendo sortito felice esito nell'esame già si trovano o si trovarono al servizio militare nell'esercito; oppure fecero parte dell'ex Corpo dei Volontari Italiani.

Torino, addì 7 di maggio 1862.

Il Magg. Gen. incaricato della direz. gen.
Incisa.

(*) *Si estenderà questo esame anche a quanto concerne la vaccina e la vaccinazione.*

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI.

Il Ministero di grazia, giustizia e dei culti diffida il pubblico che in relazione agli articoli 22 e 24 § 2, N. 6 della legge 21 aprile 1862 sulle tasse di bollo, non verrà assolutamente dato alcun provvedimento sulle istanze, ricorsi, petizioni, documenti ed altri atti presentati dalle parti, qualora siano stesi sopra carta mancante di bollo o munita di bollo insufficiente.

MINISTERO DELLE FINANZE.

La legge 21 aprile 1862 col num. 6 e 9 dell'art. 21 dichiara soggetti al bollo ed ammessi al bollo straordinario col pagamento della tassa.

Di una lira le petizioni, istanze e ricorsi stragiudiziali che si presenteranno ai Ministeri; e

Di centesimi cinquanta le petizioni, istanze e ricorsi che si presenteranno alle altre Autorità governative e pubblici Uffizi ed alle Amministrazioni comunali, provinciali o di altri Corpi amministrativi.

Si diffida perciò chi di ragione che dai Ministeri e dalle altre Autorità governative e pubblici Uffizi non verranno presi in esame e saranno considerati come non avvenuti i ricorsi, le petizioni ed istanze che non saranno estesi sopra carta col bollo rispettivamente prescritto.

MINISTERO DELLE FINANZE.
Direzione generale del Demanio e delle Tasse.

La legge 21 aprile 1862, n. 586 sulle tasse di bollo, entrata in osservanza in tutte le parti del Regno col 1.o del corrente giugno, prescrive all'art. 21 § 5, n.22 che gli stampati o manoscritti qualsiansi affissi al pubblico debbono essere preventivamente bollati allo straordinario, o sottoposti al visto per bollo colla tassa di centesimi cinque per caduno, oltre l'aumento del decimo; eccettuati gli avvisi d'asta contemplati dal precedente art. 23, § 1, n. 7, che sono soggetti all'uso della carta filagranata col bollo a cent. 50, ed eccettuati pure gli avvisi affissi al pubblico per parte delle Autorità provinciali e comunali che sono esenti da bollo.

Di tale disposizione della nuova legge sul bollo si porge avviso al pubblico, affinchè ognuno vi si possa uniformare, e possa così evitare l'applicazione delle pene pecuniarie comminate dall'art. 43 di detta legge, il cui minimo sarebbe di L. 25 per ogni contravvenzione.

Torino, 2 giugno 1862.

SVIZZERA

Il Governo granducale Badese ha scritto al Consiglio federale che non esiste più alcun motivo perchè egli impedisca al governo di Zurigo di disporre liberamente dei beni del convento di Rheinau.

— Nell'Argovia furono raccolte le 10,000 firme per le petizioni, chiedenti che sia sottoposta al popolo la legge di emancipazione degli ebrei.

— A Lucerna gli alberghi sono zeppi di forestieri, principalmente francesi. Il conte di Chambord si è fatto erigere principescamente per i dieci giorni di sua dimora, nella dipendenza esteriore dell'albergo *Svizzero*, una cappella per il servizio divino. Il 18 ed il 19 egli si è recato ad Einsielden; la sera del 19 giungeva in Lucerna con un numeroso seguito (*Gazz. ticin.*).

INGHILTERRA

Leggesi nel *Monit. Univ.* sotto la data di Londra 20 giugno:

Contrariamente agli assestamenti ond'era stata questione, la regina rimase al castello di Windsor durante le corse di Ascot e non si recherà ad Osborne prima di qualche giorno.

Il principe di Galles è venuto ieri a Londra e ha ricevuto il vicerè d'Egitto al palazzo di Buckingham. Said Pascià ha avuto del pari un abboccamento con lord Russell e ha ricevuto una visita di lord Palmerston tornato che fu il primo ministro a Londra.

Il conte Russell ha annunziato nell'ultima tornata della Camera dei lords che il governo inglese non intendeva ratificare il trattato segnato da sir Carlo Wyke colle autorità che sono alla testa del governo messicano ed è entrato in alcune spiegazioni affatto necessarie per mostrare che le truppe inglesi non avevano abbandonato il corpo di spedizione francese. Queste spiegazioni furono seguite da una conversazione la quale proverà alla Francia che il desiderio degli statisti di tutti i partiti in Inghilterra è conservare la stima e la fiducia dell'Imperatore e della nazione francese. La posizione delicata e particolare dell'Inghilterra verso gli Stati Uniti spiega la sua politica verso il Messico.

— Si sa che il governo inglese risolse di aumentare il numero delle sue scialuppe cannoniere nei mari della Cina e che nominò per comandarle il capitano Sherrard Osborne. Ha relazione con questa questione un fatto che testè ebbe luogo. Il governo cinese fece all'inglese la dimanda di una forza navale per aiutarlo a combattere i ribelli, e la domanda è ora sottoposta all'esame del gabinetto.

Pur visitando le curiosità di Londra gli ambasciatori del Giappone non dimenticarono lo scopo principale della loro missione e il governo si arrese al desiderio manifestato da loro di differire per cinque anni, cominciando dal 1.o del 1863, l'apertura dei porti nominati nel trattato. Questa determinazione non piacerà al commercio. Ma è il vero che la precipitazione dei negozianti europei domiciliati al Giappone sgomentò il governo giapponese, e nello stato di fermento in cui trovasi ora quell'impero il gabinetto, per questa concessione, diede prova di savìezza e l'effetto sarà probabilmente di evitare una guerra col Giappone in un momento in cui l'Europa ha già bastanti difficoltà a superare nella Cina.

Fuvvi alla Camera dei Comuni un'utile ed importante discussione relativa all'impulso a dare alla coltura del cotone nell'India. Ciò che è necessario, dicono i manifattori di Manchester, è costruire delle opere per l'irrigazione delle terre destinate alla coltivazione del cotone, e stabilire strade, ferrovie e canali pel trasporto, al miglior mercato possibile, di questo prodotto sino ai porti d'imbarco. Si lasci dunque al governo indiano accattare un centinaio di milioni di sterlini e intraprendere quei lavori! Il segretario di Stato per l'India retrocede davanti una simile proposta.

Abbiamo, rispond'egli, aggiunto in questi ultimi anni 30 milioni di sterlini al debito dell'India, siamo testè usciti da considerabili disavanzi. Nelle finanze questi disavanzi furono 13 milioni di sterlini nel 1860, 4 milioni nel 1861 e 250 mila st. nel 1862: noi spendiamo ancora 12 milioni di sterlini all'anno in lavori pubblici nell'India. Noi facciamo tutto ciò che un governo può fare per aumentare la produzione del cotone in questo impero: voi, manifattori inglesi, dovete cooperare a quest'impresa offrendo sul luogo stesso della produzione prezzi rimunerativi ai coltivatori. Se voi fate ciò, avrete abbondanti provvigioni. E come negli ultimi due anni le provvigioni del cotone furono quintuple ed enormi fortune si fecero per questa derrata dai negozianti inglesi, che fecero l'anno scorso il commercio coll'India la Camera dei Comuni si è mostrata soddisfatta della politica seguita dal segretario per l'India, sir Carlo Wood.

I resti mortali del conte Canning saranno deposti alla badia di Westminster nella tomba ove riposano già quelli di suo padre. La discendenza maschile del gran Giorgio Canning si troverà così estinta. Il solo figlio che rimane ancora di quest'illustre ministro è la marchesa Clanricarde, il cui figlio è membro della Camera dei Comuni.

I commissarii reali intendono effettuare alcuni cangiamenti nei giorni d'entrata alla mostra internazionale. Ora i primi 4 giorni della settimana sono giorni d'entrata a uno scellino. Al venerdì il prezzo d'entrata è 2 scellini e 6 pence, al sabato 5 scellini. I commissarii propongono ora trasferire l'entrata a 5 scellini del sabato al mercoledì, e mettere al sabato l'entrata a 2 scellini e 6 pence. Come l'affluenza de' visitatori a 1 scellino è attualmente considerabile, giacchè il numero varia da 40 a 60 mila, i cambiamenti proposti sembrano indicare che vi sono ancora alcune inquietudini quanto ai risultamenti finanziari di questa grande intrapresa.

ALEMAGNA

Scrivono all'*Indép. belge* da Berlino 19 giugno:

La Camera dei rappresentanti ha approvato ieri tutti gli articoli del progetto di legge concernente i passaporti. Eccone le disposizioni essenziali:

I nazionali prussiani non abbisognano più di passaporto nè per uscir del paese, nè per rientrarvi, nè infine per viaggiarvi o soggiornarvi. Saranno tuttavia forniti loro, a loro richiesta, passaporti o certificati della polizia per chiarirne l'identità se ostacoli legali non si oppongono alla uscita loro del paese.

È del pari abolita l'obbligazione del passaporto per gli stranieri che vogliono entrar in Prussia, viaggiare o soggiornare nel paese.

I ministri dell'interno, degli affari esteri, gl'inviati accreditati presso le potenze estere, i ministri residenti, gl'incaricati d'affari o i consoli prussiani nei paesi esteri, i governatori provinciali, i consiglieri di circondario e le autorità di polizia nelle città sono autorizzati a dar passaporti per viaggiare all'estero. Tutte le autorità di polizia locale possono dar passaporti per l'interno. Le tasse di bollo sole sono percepite sui passaporti consegnati per l'estero.

Sono aboliti l'editto sui passaporti del 22 giugno 1817 e tutte le disposizioni contrarie alla nuova legge, segnatamente l'istruzione generale del 12 luglio 1817 relativa al permesso di soggiorno.

Tale è la sostanza del progetto di legge sui passaporti. Desideriamo vivamente che si vinca questa legge nella Camera dei Signori o sia tosto sanzionata dal re. In nessun luogo erano tanto sensibili le vessazioni cagionate dai passaporti quanto in Prussia, ove pareva che la polizia trattasse, sino a prova contraria, ogni viaggiatore come un cospiratore od un frappatore. In questo la Prussia era rimasta molto addietro alla Francia ed all'Austria. Si teme, e questo caratterizza le tendenze parlamentari del governo attuale, che il ministro non ritardi la sanzione della legge, per motivo di alcune modificazioni poco importanti che la Camera approvò ieri. Ma i passaporti si possono considerare sin d'ora come condannati in Prussia.

Scrivono al *J. de Francfort* da Amburgo 9 giugno:

Nè si annunzia di bel nuovo l'arrivo nel porto di Kiel della fregata a vapore russa di 61 cannoni la *Scettana*, comandata dal capitano Bukanoff, proveniente dai mari della Cina e che si reca, con altri legni da guerra di quella nazione che son passati per la baia di Kiel, a ricevervi una corazza in ferro. Al dire degli ufficiali che sono a bordo, tutti i legni da guerra già arrivati o che stanno per arrivare son destinati a ricevere a Cronstad una fodera in ferro onde alla primavera prossima la flotta russa possa trovarsi interamente corazzata, e in seguito a questa trasformazione recarsi a riprendere le antiche sue stazioni nell'Oceano, nei mari d'America e della Cina.

Giusta le lettere di Kiel in data di ieri che abbiamo sott'occhi una flotta inglese composta di 10 a 12 legni da guerra sarebbe nella prima quindicina di luglio ugualmente attesa in quel porto: il principe Alfredo, secondogenito della regina Vittoria, si troverà a bordo di uno de' vascelli della flotta destinata a recarsi nel Baltico o a fare un'apparizione dinanzi a Stocolma e Copenaghen.

La Borsa è stata oggi allarmata fortemente da un annunzio giusta il quale grandi incendi, come quelli che sono scoppiati giorni sono a Pietroborgo, erano del pari scoppiati a Odessa nelle notti dal 5 all'8 del mese corrente: dicevasi che soltanto mercè gli sforzi delle truppe riunite della guarnigione e dei dintorni s'era potuto signoreggiare il fuoco nella mattina dell'8. Attri-

buivasi questo disastro, come quello di Pietroborgo, alla malevolenza di un certo numero di malcontenti, più o meno imbevuti delle dottrine socialistiche, dacchè i decreti sull'emancipazione dei servi furono eseguiti e messi in pratica nell'Impero russo. Può calcolarsi che sui 20 milioni di servi emancipati, più della metà considerano le terre sulle quali hanno finora vissuto in qualità di addetti alla gleba, come una proprietà immutabile che appartiene realmente, giusta le leggi divine, alla loro famiglia da più di 340 anni. Queste dottrine han penetrato e fatto rapidi progressi tra il basso popolo delle città e delle campagne. Costerebbe molta pena e molti sforzi al governo per isradicarli completamente, ed è a temersi che quegli'individui i quali contansi a milioni nell'impero moscovita, colgano tutte le occasioni possibili per far prevalere a mezzo della forza brutale le dottrine di cui essi sono oggi imbevuti.

FATTI DIVERSI

RASSEGNA MILITARE. — Il presidio di Torino ha celebrato l'anniversario della battaglia di S. Martino con una rassegna passata stamane in Piazza d'Armi da S. Ecc. il generale d'armata conte Enrico Della Rocca, comandante il 1.o dipartimento militare.

Percorse le tre linee sulle quali la truppa era schierata, il generale Della Rocca si collocò nel centro per assistere al deflé. Passarono dinanzi a lui i Reali carabinieri, l'artiglieria da piazza e da treno, i reggimenti 1, 43, e 46 di fanteria, 10 batterie di artiglieria del 5.o reggimento stanziato alla Veneria Reale e il reggimento Lancieri Vittorio Emanuele.

La rassegna durò dalle 7 alle 9 con grande concorso di gente.

— Il ministro della guerra, luogotenente generale conte Petitti, assistè a questa parata militare a lato di S.Ecc. il generale Della Rocca.

ACCADEMIA REALE DI MEDICINA DI TORINO. — La pubblica adunanza della R. Accademia di Medicina di Torino avrà luogo nel Teatro di chimica, via Po, n. 18, alle ore 2 pomeridiane del giorno 29 del corrente giugno.

COLLEGIO DEGLI ARTIGIANELLI. — Questa sera alle 6 si è fatta la distribuzione dei premii agli allievi del Collegio degli Artigianelli sul viale della Vigna della Regina. Il giorno festivo e l'amenità del luogo trassero molta gente dentro e fuori di quel Collegio dedicato alla virtù popolare per godere della lieta solennità della premiazione.

PUBBLICAZIONI PERIODICHE. — Il n. 93 del 23 giugno corrente della *Rivista italiana di scienze, lettere ed arti colle effemeridi della pubblica istruzione* contiene i seguenti articoli:

Sulla critica del Hegelianismo — Lettere del professore Giuseppe Allievo e del prof. Luigi Ferri — Rapporti della logica hegeliana colla logica delle scuole (G. Allievo).

Sulla riforma degli studi — Pensieri del dottore Jacopo Sacchi, deputato.

Bibliografia — Le migrazioni dei Celti, narrazione storico-critica di Leopoldo Contzen (Franc. Bertolini).

Notizie varie.

Ministero dell' istruzione pubblica. — Nomine e disposizioni varie.

R. DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA IN MODENA. — Nell'adunanza del giorno 6 corrente il presidente cav. monsig. Celestino Cavedoni lesse la illustrazione seguente di un antico oggetto scoperto in Casinalbo:

« Nella villa di Casinalbo, distante da Modena cinque miglia e mezzo all'incirca, anche negli anni scorsi si scoperse qualche oggetto antico de'tempi della dominazione de'Romani, e fors' anche anteriori (v. *Boll. arch.* 1846 p. 29. *Annuario stor. Moden.* 1851 p. 21); e di recente altro se n'è scoperto, che parmi degno di qualche considerazione.

« In una delle così dette *terre marne* (ch'io reputo accumulazioni degli avanzi del rogo, ossia dell'ustrino), situata a poca distanza dalla chiesa parrocchiale di detta villa, in un fondo di ragione dell'ill.mo sig. don Ercole Pio di Savoia, alla profondità di nove in dieci metri si trovò giacente sottesso il cumulo della marna un *torello di selce durissima, mancante della parte inferiore delle zampe e della coda, lungo centimetri ottantacinque, di lavoro assai semplice, ma che imita perfettamente le care forme di quel quadrupede*, dato per compagno all'uomo dal Creatore nelle fatiche della vita agricola.

« Egli è figurato stante su'quattro piedi in positura pienamente tranquilla, fornito d'ampia giogaia e di larga cervice, la cui pelle, in parte aggrinzata, forma un principio di gibbosità in su gli omeri dell'animale; sì che mi tornò alla mente que' bei versi del Poeta (*Georg. III*, 52):

Cui turpe caput, cui plurima cervix,
Et crurum tenus a mento palearia pendent.

In simili casi la mente di ognuno corre subito col pensiero a ricercare quale uso e destinazione avesse ab antico l'oggetto scoperto dopo tanti secoli; ma *hoc opus, hic labor est*. Altri pensar potrebbe che fosse questo un *anatema*, ossia donario votivo: ma d'altronde consta che simili offerte consistevano in piccole e rozze effigie di quadrupedi di bronzo, che abbondano in ogni raccolta di antichità. Il Visconti, che ne diede descritti ed illustrati due simili quadrupedi del Museo Pio-Clementino (*t. VII, tav.* 30, 31), uno maggiore, e l'altro minore del nostro, avverte che « Imagini di tori solevansi consecrare presso i tempi, quasi ostie perenni al cospetto de'numi in essi venerati » Nel riverso delle monete di secondo bronzo del Divo Augusto, impresse sotto Tiberio, vedesi rappresentato un *tempio rotondo* (dedicatogli da Livia) *e da lato ad esso due alte basi, sopr'una delle quali è un torello, e sopra l'altra un ariete* (*Eckhel t. VI p.* 127: *Morelli in Aug. tab. XXVIII*, 19). A questo tipo fanno bel riscontro le parole di Prudenzio (*adv. Symmach. I*, 247):

Augustum coluit, vitulo placavit et agno.

« Che Modena nostra avesse il suo *Augusteum*, o *Caesareum* che dir si voglia, non v'ha luogo a dubitarne, sapendosi che l'ebbe anche la vicina Colicaria, città di tanto a Modena inferiore (*Marmi mod. p.* 306), e rimanendone traccia anche nel nome *Seragozza* (*Caesaraugusta*), che mantiene una delle contrade di Modena, e che fu un tempo comune anche alla porta vicina al mulino nostro detto di S. Pietro. Quella porta probabilmente si ebbe il nome di *Caesaraugusta*, perchè uscendo per essa si andava al *Caesareum Augustum*; ma non sembra probabile che questo situato fosse a tanta distanza dalla città, da poter supporre che il torello ora scopertosi a Casinalbo collocato fosse da lato al *Caesareum* medesimo. La grande marna di Casinalbo ed altre di que'dintorni danno qualche appoggio alla congettura che que'luoghi fossero ab antico molto abitati, e vi si formasse un *pago*, che ergesse anch' esso un *Caesareum* in onore del Divo Augusto, sì benemerito per la sua spedizione contra M. Antonio, che assediava Modena, addì 7 di gennaio l'anno di Roma 711; *qua die primum imperium orbis terrarum auspicatus est* (*Gruter* p. 229).

« Ma comunque sia delle sovra esposte semplici congetture, la qualità della pietra di che è formato il ridetto torello, e il sito assai profondo ove si rinvenne, mostrano che sia esso molto antico; e d'altra parte torna molto probabile che servisse d'ornamento ad un tempietto gentilesco eretto nelle vicinanze dell'odierna chiesa di Casinalbo. »

Il vice-presidente cav. C. Malmusi lesse una sua *Memoria* illustrativa di una serie di stupendi bassi-rilievi in marmo bianco, i quali esistono inosservati ed inordinatamente appesi al muro in una stanza del palazzo già Estense, ora d'Espagnac, nella nobil terra di Sassuolo, e che sebbene possano risguardarsi fra le migliori opere del principio del secolo XVI, non si trovano ricordati da chicchessia. Fatto conoscere che essi ebbero ad essere eseguiti per comando di Alfonso I duca di Ferrara presso il 1508, e data felice interpretazione alle simboliche ed allegoriche rappresentanze delle figure onde si compongono parecchi gruppi, provò con evidenti congetture che sì belle fatture dovettero in origine appartenere al delizioso albergo da quel principe eretto in una isoletta del Po presso a Ferrara, cui appellò *Belvedere*; ov'egli soleva ritirarsi in amena solitudine, quando aveva d'uopo di riposo dalle cure di Stato, ove occupandosi di ogni maniera di belle arti. Argomentò poscia che, sebbene per ragione di tempo si potessero attribuire le scolture ad un Maffeo Tagliapietra, che al servizio della Corte di Ferrara operava appunto nel 1503, e sebbene altri sospettar potesse che in alcuni bassi-rilievi di semplice ornato avesse posta mano l'istesso duca, il quale oltre ad essere buon fonditore di bronzi, riuscì esperto scultore in marmo, specialmente trattando fregi di fiori, e di animali, e di arabeschi, nondimeno erano que'magnifici lavori a credersi per diversi buoni argomenti piuttosto di Antonio Lombardi, e fors'anco dell'altro congiunto suo Alfonso Lombardi, l'uno stipendiato in quegli anni appunto dal duca Alfonso, l'altro dimorante per lunga età in Ferrara. — Terminò poi il Malmusi la lettura col far voti perchè sì preziosi capi d'arte fossero posti ad ornamento nobilissimo del nostro Museo di belle arti, annesso alla patria Pinacoteca.

Il socio Carlo Borghi, vice-bibliotecario, lesse una Memoria intorno ai primi anni della vita del conte Guido Rangoni denominato il *Piccolo*, osservando che non si trovò finora fra suoi concittadini chi tramandasse ai posteri una sufficiente biografia che ricordasse loro le gesta di un sì illustre capitano, il quale dai suoi contemporanei si ebbe in conto di uno de'più prodi e valorosi condottieri italiani del suo secolo. Narra della sua nascita avvenuta nel palagio, che ora chiamasi *della Finanza*, il 12 luglio 1483 dal conte Nicolò Rangoni, capitano generale delle genti d' armi della città di Bologna, e da madonna Bianca figliuola del magnifico M. Giovanni Bentivoglio, signore dominante in Bologna.

Ricorda che la famiglia Rangoni, per attestato di Fra Salimbene, signoreggiava in Modena nel secolo XIII, e che ebbe legami di parentela colle più illustri famiglie dominanti in Italia, vale a dire cogli Estensi di Ferrara, cogli Scaligeri di Verona, coi Della Rovere di Urbino, cogli Ordelaffi di Forlì, coi Pepoli e coi Bentivogli di Bologna, coi Medici di Firenze e con molte altre.

Parla delle nozze celebrate dal conte Nicolò con nobile splendidezza, della *corte bandita* che tenne in tal circostanza, dei doni tributati dalle Comunità o Castella delle provincie di Bologna e Modena, e dei cospicui personaggi che v'intervennero assieme al duca di Ferrara; poi della colta educazione che ebbesi il conte Guido, dai celebri maestri che lo istruirono, non che delle generose liberalità esercitate da sua madre, singolarmente a favore dei cardinali Giovanni e Giulio de'Medici, che ascesero poscia al sommo Pontificato assumendo i nomi il primo di Leone X e l'altro di Clemente VII, e della segnalata riconoscenza che professarono per questa illustre signora. — Parla dell'espulsione dei Bentivogli da Bologna e degli aiuti prestatigli da Guido per ricuperarne la signoria, in causa di che fu sottoposto alla confisca dei beni. Accenna un combattimento seguito nel 1511 fra i Veneziani capitanati da Guido ed i Tedeschi, che rimasero pienamente disfatti presso Bassano; lo stratagemma usato per impadronirsi del castello di Modena scacciandone il tedesco governatore Vito Furst; da ultimo indica tre lettere (pubblicate dal Bembo) di papa Leone X scritte al conte Guido Rangoni, al conte Ugo Pepoli, ed al duca di Milano per impedire che avesse effetto nel territorio milanese una sfida a singolar certame diretta dal suddetto conte Ugo Pepoli al Rangoni.

Modena, 7 giugno 1862.

Il Segr. G. RAFFAELLI.

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 25 GIUGNO 1862.

Un dispaccio telegrafico da Palermo annunzia che quella popolazione non avendo ancora potuto salutare S. A. R. il Principe Oddone porchè finora non è sceso a terra recavasi ieri mattina con gentile pensiero in gran numero sopra barche a fargli una ovazione al vapore.

Ieri sera i Principi Umberto e Amedeo passarono in rassegna tutta la Guardia Nazionale e il presidio. La Guardia Nazionale oltremodo numerosa e in bella tenuta salutò con entusiastici urrà l'arrivo dei giovani Principi e la popolazione tutta li acclamò ripetutamente.

Le LL. AA. RR. recaronsi poscia al Circolo Olimpico, dove continuarono le ovazioni.

La città, tutta imbandierata, ha rinnovato ieri sera una magnifica luminaria.

Appena pervenuta la notizia dell'arrivo dei Reali Principi nell'Isola, la città di Caltanissetta si mise in festa con bande musicali e con illuminazione.

Abbiamo da Firenze che la parata militare fattasi alle Cascine ieri, giorno anniversario della battaglia di San Martino, riuscì brillantissima. Le acclamazioni e gli evviva al Re, all'Esercito, alla Guardia Nazionale fragorosi e frequenti. La festa passò con ordine perfettissimo in mezzo ad un concorso straordinario di popolo plaudente.

La Camera dei deputati nella tornata di ieri condusse a termine la discussione dello schema di legge concernente l'applicazione a tutto il Regno della legge del 1859 sulle Opere pie; che venne approvato con voti 168 favorevoli e 55 contrari.

Uditi quindi il deputato Caponè fare istanza al Ministro dell'Interno, affinchè procuri di porre il Consiglio amministrativo di Napoli in grado di attendere con solerzia alle molte incumbenze che gli sono affidate; il deputato Massari interrogare il Ministro della Pubblica istruzione intorno alle sue intenzioni relativamente ad alcuni studi universitarii, che da lunghi anni è data facoltà di compire in parecchie città delle Provincie Napolitane; e il deputato Bonghi chiedere schiarimenti rispetto ai disordini ultimamente commessi dagli studenti di Pavia; il Ministro dell' Interno e il Ministro della Pubblica istruzione rispondere con spiegazioni alle interpellanze loro indirizzate: prese a discutere uno schema di legge, pel quale viene applicata alle Provincie Napolitane la legge organica sul Reclutamento militare. Ne ragionarono i deputati Torrigiani, De Blasiis, San Donato, Pinelli, Torre, Michelini, Valerio, D'Ayala, Mellana, Monti, Castagnola e il Ministro della Guerra. Gli articoli di questo schema di legge furono approvati con lievi modificazioni di forma proposti dal deputato Michelini.

Gli uffizi della Camera nominarono le Commissioni seguenti:

Per esaminare e riferire sulla proposta di legge, conferma delle condizioni di amnistia stabilite col Decreto prodittatorio 17 ottobre 1860 per la Sicilia

Uff. 1, Pisanelli; 2, Polti; 3, Pessina; 4, Grella; 5, Argentino; 6, Sandonnini; 7, Raeli; 8, Crispi; 9, Nelli.

Autorizzazione di spesa per acquisto di materiale da scavazione dei porti. (Bilancio 1862 del Ministero dei lavori pubblici)

Uff. 1, Michelini; 2, Pironti; 3, De Cesare; 4, Mazzoni; 5, Guglianetti; 6, Mureddu; 7, Giunti; 8, Dino; 9, Torrigiani.

Errata corrige. — Per la disamina della proposta di legge intorno alle scuole normali, l'officio 3.o nominò il deputato Pantaleoni e non il deputato Panattoni.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Londra, 24 giugno.

Camera dei Comuni. Nella discussione sulle fortificazioni lord Palmerston domanda alla Camera di appoggiare il governo per mettere il paese in posizione di sicura difesa. Nega che questa misura possa offendere altri paesi, specialmente la Francia; sarà piuttosto un motivo per la continuazione del reciproco rispetto ed amicizia. Conosce perfettamente le amichevoli disposizioni dell'Imperatore, il quale ha provato col suo contegno all' epoca della insurrezione delle Indie e in occasione delle sopravvenute difficoltà per l'Inghilterra in America, essere impossibile che fra i due governi esistessero più intime o confidenziali relazioni; con tutto ciò non vi ha ragione di trascurare le necessarie precauzioni, poichè disgraziatamente abbiamo grande esperienza della rapidità con cui si operano i cangiamenti nei sentimenti nazionali. Serie questioni potrebbero sollevarsi all'improvviso malgrado le anteriori buone relazioni.

Napoli, 24 giugno.

Oggi in commemorazione della battaglia di San Martino il generale Lamarmora ha passato in rassegna la guardia nazionale al campo di Marte. Le truppe reduci in città, che era pavesata in gala, furono accolte con grandi applausi. Le artiglierie dei vascelli inglesi risposero alle salve dei forti della città.

Chiavone ieri fu inseguito. Varcò il Liri e rientrò nello Stato papale con 70 briganti che gli rimasero.

Parigi, 24 giugno.

Assicurasi che l' invio delle truppe nel Messico sia in parte aggiornato.

Notizie di Borsa.

Fondi francesi 3 0[0 68 55.
Id. id. 4 1[2 0[0. 96 65.
Consolidati inglesi 3 0[0 92 —
Fondi piem. 1849 5 0[0 73 —
Prestito italiano 1861 5 0[0 72 90.

(Valori diversi)

Azioni del Credito mobil. 856.
Id. Str. ferr. Vittorio Emanuele 390.
Id. id. Lombardo-Venete 616.
Id. id. Romane 337.
Id. id. Austriache 515.

Parigi, 24 giugno.

Secondo il *Pays* ed il *Temps* la Russia riconoscerà il Regno d'Italia entro otto giorni. L'atto del riconoscimento sarà notificato solennemente a Torino da un inviato speciale.

I giornali riferiscono che il generale Lorencez trovandosi in buona situazione, l'invio di rinforzi sarà aggiornato, e non isbarcheranno altre truppe che in ottobre dopo cessati i calori tropicali.

Dresda, 24 giugno.

La prima Camera approvò il trattato di commercio Franco-Prussiano.

Palermo, 24 giugno.

Questa mattina il partito d'azione ha fatta una dimostrazione in favore dei Principi. Nel dopo pranzo vi fu una rassegna della guardia nazionale e della truppa. Una folla immensa vi assisteva applaudendo ai Principi. Nella sera si diede uno spettacolo nel Circo equestre. Numerosi evviva al Re, ai Principi ed all'Italia. La città fu splendidamente illuminata.

Parigi, 25 giugno.

Il *Progrès*, giornale di Lione, ebbe un'ammonizione.

Nel Corpo legislativo furono adottati gli articoli del bilancio. Domani il bilancio verrà votato complessivamente.

Nuova-York, 14 giugno.

Gli affari sono stazionari a Richmond; i Federali occupano James-Island, e attendono rinforzi prima di attaccare Charleston. Si attende un'energica resistenza.

Dai confini Veneti, 25 giugno.

Parecchi vescovi francesi di ritorno da Roma attraversano la Venezia e gli Stati austriaci.

Gli Austriaci celebrarono la vigilia dell' anniversario della battaglia di Solferino con parate e con messe.

R. CAMERA DI AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Prezzo dei Bozzoli. — Mercato del 23 giugno.

LUOGO	Qualità superiori da L.	a L.	Qualità comuni da L.	a L.	Qualità inferiori da L.	a L.	Quantità in miriagrammi	Prezzo medio Lire
Alba	62	66	59	»	35	47	101	23 27
Alessandria	63	57	55	41	40	82	109	47 07
Asti	50	60	36	49	28	35	176	48 49
Carmagnola	63	58	57	49	48	35	130	52 97
Ceva	63	60	59	50	46	26	120	52 91
Cuneo	65	58	58	52	51	34	396	46 61
Ivrea	50	60	40	49	30	39	86	41 72
Mondovì	53	60	44	52	33	43	74	45 73
Novara	54	62	44	53	30	43	201	48 57
Parma	63	64	50	62	33	35	17	62 65
Pinerolo	60	64	53	58	35	52	213	46 48
Saluzzo	»	»	45	60	31	44	80	44 29
Torino	»	»	40	58	25	39	469	47 15
Mercati delli 22 e 23.								
Novi	57	71	47	55	28	42	180	58 91
Mercato del 22.								
Acqui	58	62	49	55	40	45	46	51 41
Fivizzano	»	»	50	60	»	»	40	55 »
Mercato del 21.								
Brescia	»	»	32	30	»	»	23	31 50
Modigliana	82	69	67	60	56	38	36	72 63
Mercato del 20.								
Città di Castello	62	69	58	62	47	»	9	64 22
Terni	61	58	56	50	42	»	6	31 96

Dispacci telegrafici — Mercato del 25 giugno.

LUOGO	Qualità superiori da L.	a L.	Qualità comuni da L.	a L.	Qualità inferiori da L.	a L.	Quantità in miriagrammi	Prezzo medio Lire
Alba	»	»	35	56	»	»	40	» »
Carmagnola	61	58	56	49	48	35	150	» »
Ceva	60	51	50	40	39	25	100	» »
Cuneo	64	58	56	49	47	36	275	» »
Mondovì	51	60	41	50	30	40	72	» »
Novi	57	67	45	52	23	33	34	» »
Pinerolo	58	53	51	40	39	33	150	» »
Torino	57	60	36	58	27	35	166	» »

R. CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

25 giugno 1862 - Fondi pubblici

Consolidato 5 0[0. C. della m. in c. 73 25 10 73. 73 05 72 90 73 73 73 10 73 73 05 — corso legale 73 05 — in liq. 72 90 85 85 73 pel 30 giugno, 73 20 20 pel 31 luglio

Dispaccio officiale.

BORSA DI NAPOLI — 23 giugno 1862.

Consolidati 5 0[0, aperta a 73 15, chiusa a 73 17.

G. FAVALE Gerente.

SOTTO PREFETTURA
DEL
CIRCONDARIO DI SAN REMO

AVVISO D'ASTA

Si rende noto al pubblico che alle ore 10 antimeridiane del giorno 7 del prossimo mese di luglio, in seguito a decreto di approvazione del signor Prefetto della provincia in data 16 corrente mese, si procederà in quest'ufficio di Sotto-Prefettura agli incanti col metodo dei partiti segreti, per l'appalto delle opere di costruzione di una nuova strada discorrente nella vallata del Nervia fino al confine del territorio di Castelfranco della lunghezza complessiva di metri 19294 e 70 a partire dal ponte Nervia presso la strada nazionale.

I lavori da eseguirsi si appaltano parte a corpo, parte a misura consistenti come in appresso:

Tronco A. B. Sezione A.	
Dal ponte Nervia al grosso muro Gagione della lunghezza di metri 1688 80.	
Opere a corpo. Movimenti di terra, inghiaramento, regolarizzazione di strada, fosso, paracarri e spese diverse	L. 19233 88
Lavori a misura. Rivestimento delle scarpe, gettata a piedi della scarpa e due ponticelli	» 31316 12
Sezione B.	
Dal grosso muro Gagione a Camporosso della lunghezza di metri 1424.	
Opere a corpo. Movimenti di terra come sopra ed indennità ai particolari di cava o di passaggio	» 8720 81
Opere a misura. Demolizione del grosso muro Gagione, copertura di terra delle scarpe, pavimento, demolizioni e muri in calce	» 1479 19
Tronco C. D. E.	
Da Camporosso a Dolceacqua della lunghezza di m. 3985 20.	
Opere a corpo. Movimenti di terra ed indennità come sopra	L. 14919 93
Opere a misura. Inghiaramento, muri in calce e muri a secco, paracarri e ponticelli e terreni da espropriarsi .	» 13988 99
Tronco F. G. H.	
Da Dolceacqua ad Isolabona della lunghezza di m. 4344 10.	
Opere a corpo. Movimenti di terra, lavori diversi ed indennità diverse	L. 49170 36
Lavori a misura. Muri a secco ed in calce, inghiaramento, gettate, paracarri, costruzione di ponte, altri lavori ed indennità per terreni espropriandi	» 87200 73
Tronco I. J. K. L. M.	
Da Isolabona a Pigna ed oltre della lunghezza di m. 7852 60.	
Opere a corpo. Movimenti di terra, lavori diversi, indennità e spese generali . .	L. 118187 31
Opere a misura. Muri a secco parapetto in calce, inghiaramento, paracarri, altri lavori ed indennità per terreni	» 162409 35
Spesa dell'argine a Camporosso	» 22000 00
Totale	L. 528656 67

S'invita per ciò chiunque voglia attendere a tale impresa a comparire in quest'ufficio di Sotto-Prefettura nel giorno ed ora avanti indicati per ivi fare le sue offerte di ribasso, per essere quindi l'appalto, seduta stante, deliberato a favore del miglior offerente, sotto l'osservanza dei capitoli generali e di quelli parziali compilati dal signor geometra Alessandro Cantù, e portanti la data 19 febbraio p.p., dei quali si potrà aver visione in questa Segreteria, unitamente alle carte tutte del progetto delle opere.

L'impresaro dovrà por mano ai lavori tosto stipulato il contratto, e dovrà darli compiutamente ultimati nel termine di 5 anni a datare dal giorno della consegna dei medesimi, ovvero in 3 anni ove così il consorzio voglia stabilire.

Il pagamento del prezzo d'appalto verrà corrisposto in tante rate da lire 10,000 caduna, in modo però che l'importare delle opere eseguite, spogliato del ribasso d'asta superi di un decimo almeno quello della rata, o rate scadute.

L'ultima rata a saldo, comprendente i decimi di ritenuta, verrà corrisposta all'appaltatore in quella più precisa somma che risulterà dal computo finale, sei mesi dopo la regolare ultimazione d'ogni opera, e colla produzione del certificato di finale collaudo il quale avrà luogo alla scadenza di detti sei mesi.

Nessuno sarà ammesso a fare partito se non farà constare della sua idoneità, mediante la produzione di un certificato rilasciato da un ingegnere del Genio civile in data non anteriore ad un anno, e non farà il preventivo deposito di una somma corrispondente al due per cento sul prezzo d'asta in contanti o cedole dello Stato, cioè in lire 10573 13, il quale deposito verrà restituito ai non deliberatari.

A guarentigia dell'appalto, il deliberatario all'atto della stipulazione del contratto, dovrà prestare formale cauzione in numerario o cedole dello Stato e potrà essere anche accetta una cauzione personale mediante fidejussore, ed approbatore di pieno gradimento della Deputazione medesima.

I fatali per la diminuzione, non inferiore al ventesimo, del prezzo del deliberamento, sono stabiliti a giorni 15 i quali scadranno al mezzodì preciso del giorno 22 stesso mese di luglio.

Le spese tutte dipendenti dal presente appalto comprese quelle d'insinuazione, sono a carico dell'impresario.

Si dichiara che si osserveranno nell'asta tutte le norme prescritte dal capo II titolo III del Regolamento annesso al Regio Decreto 7 novembre 1860, N° 4411, non che tutte le altre previste del Regolamento 4 . approvate colle Regie Patenti del 20 maggio 1817 in tutto ciò e quanto non sia a quello contrario.

S. Remo, il 22 giugno 1862.

Per Detta Sotto Prefettura
G. TASSISTRO *Segretario.*

CITTÀ DI TORINO

Trovandosi vacante l'impiego di capitano comandante la compagnia Operai-Guardiefuoco di questa città si fanno note le condizioni relative alla nomina a tale posto per norma di coloro che vi aspirassero.

1. Gli aspiranti dovranno per mezzo di regolari documenti far constare:

Di essere rivestiti della qualità d'ingegnere idraulico almeno da tre anni;

Di non eccedere l'età d'anni 35;

Dovranno pure far risultare degli studi speciali teorici e pratici cui avessero atteso dopo la laurea;

Essi dovranno avere l'attitudine fisica richiesta dalla specialità del servizio.

2. I doveri dell'impiego sono determinati da appositi regolamenti e dalle disposizioni dell'Amministrazione.

3. Oltre ai doveri suddetti il candidato prescelto dovrà prestare altresì, in quanto lo consenta il principale suo ufficio, l'opera sua come impiegato tecnico negli uffizi municipali a norma delle disposizioni che saranno emanate dalla Giunta;

Gli è per contro ed in modo particolare vietato di prestare l'opera sua in servizio dei privati o di qualsiasi Corpo.

4. Lo stipendio fissato all'impiego è di lire 2,500, con aumento di 1/5 ad ogni decennio a termine dei regolamenti;

Per le altre incumbenze sarà stabilito un adeguato assegnamento.

5. Le domande coi documenti dovranno essere presentate fra tutto il giorno 15 del prossimo luglio.

6. Sulle domande dovrà essere indicato l'indirizzo al quale si possa recapitare per mezzo della posta il risultato delle medesime e fare la restituzione dei documenti presentati.

Per la Giunta
Il Sindaco RORA'
Il Segretario FAVA

CITTÀ DI TORINO

AVVISO DI SECONDO INCANTO

Essendo rimasto deserto per mancanza del prescritto numero di oblatori l'incanto che ebbe luogo il 20 giugno per la vendita del podere detto *Casotto Mandillo*, con parte degli annessi terreni, situato nella regione del Meysino, inferiormente alla borgata della B. V. del Pilone,

SI NOTIFICA

Che lunedì, 7 luglio, 1862, alle ore 2 pomeridiane, nel Civico Palazzo, si procederà, ad un nuovo incanto per la vendita di detto podere, e si farà luogo al deliberamento, qualunque sia per essere il numero degli oblatori per trattarsi di secondo incanto, a favore dell'offerente maggiore aumento al prezzo di L. 7 000 fissato per base dell'asta.

Il capitolato delle condizioni cui è subordinata la vendita ed il piano regolare del fabbricato e terreni annessi, sono visibili tutti i giorni nelle ore d'ufficio, nella civica Segreteria (Ufficio 2°).

COMANDO MILITARE
Del Circondario di Torino

S'invitano i Signori ufficiali in disponibilità ed in aspettativa, domiciliati nel circondario di Torino, e segnatamente coloro che stanziano nel territorio circostante la capitale, di fare conoscere a questo comando il loro alloggio, per quelle comunicazioni che li riguardano.

Torino, 23 giugno 1862.

Il Maggiore G. Comandante Sup.
A. GALLI.

Parte deliberativa del Decreto profferito dal Tribunale di Prima Instanza di Pistoia, li 9 giugno 1862.

Inerendo alle instanze avanzate da Girolamo e Domenico del fu Francesco Pellegrini contenute nella domanda del 20 maggio 1862, assegna all'assente Luigi Pellegrini il tempo e termine di giorni 60 ad aver data positiva notizia della propria esistenza e del suo domicilio.

Ed ora per quando sarà inutilmente decorso il termine suddetto dichiara la presunta morte dello stesso Luigi Pellegrini loro fratello, nato il 14 gennaio 1793 ed arruolato sotto le Bandiere Francesi nel 21 dicembre 1812, salvo il *quid juris* intorno alla eredità dello stesso Luigi Pellegrini, e ordina che la parte dispositiva di questo Decreto sia inserita nel Monitore Toscano e nel Giornale Ufficiale del Regno per gli effetti voluti dalla legge.

C. A. Pavolini presid.
C. A. Stiatti. C.

Per copia conforme salvo ecc.
D. Ulisse Calurl.

Stabilimento Idroterapico
in **ANDORNO** *presso* **Biella.**
5 chilometri dalla ferrovia
Dirigersi al direttore dott. Pietro Corte.

LIQUIDAZIONE

per cessazione di commercio al prossimo S. Giovanni, presso Castagneris Lorenzo, piazza *Corpus Domini*, Torino.

LEZIONI DI LETTERATURA ITALIANA *ordinate secondo il Programma pelle Scuole Normali e Magistrali, dal Prof.* GABRIELE DEYLA. — *L'Opera è divisa in tre parti.*

È uscita la 1ª parte: Essa s'aggira intorno alle qualità, alla struttura ed all'analisi logica, estetica e morale del periodo e della proposizione; contiene le basi di tutta la trattazione, e serve come d'introduzione al corso. — Trovasi in vendita presso il libraio F. Schellino in Torino, sotto i portici della Fiera, rimpetto all'Albergo di Londra, al prezzo di 60 centesimi.

È di prossima pubblicazione la 2ª parte, la quale tratta della Elocuzione propria e figurata, e dei principali generi di composizione.

PIROSCAFI A VAPORE
DELLA
COMPAGNIA DELLE DUE SICILIE

Il POMPEI partirà da Genova per Marsiglia il 26 corrente, alle ore 2 pom.

Indi partirà da Genova il 2 luglio alla sera per Livorno, Civitavecchia e Napoli.

Indirizzo: In Torino da Vittorio Dubois, via Cavour, num. 5, piano nobile;
In Genova, da Giacomo Degrossi fu Giulio, strada Nuovissima, n. 26, o da Banchi, piazza Marini, n. 8.

CANALE MARITTIMO DI SUEZ

Il Consiglio d'Amministrazione avendo decretato un versamento di lire cento per azione, i signori Azionisti sono invitati a fare tale versamento dal 1 al 15 luglio a mani dei sottoscritti.

Se il versamento non verrà fatto in tempo utile l'Azionista dovrà pagare il 5 p. 0/0 per interesse di ritardo a partire dal 1.o luglio.

Il settimo *vaglia* d'interesse scadente il 1.o luglio sarà dedotto dal versamento.

I Banchieri della Società,
DUPRÉ Padre e Figli
via dell'Arsenale, num. 15.

Società
DELLE STRADE FERRATE
del Sud dell'Austria e della Venezia, della Lombardia e dell'Italia Centrale

AVVISO

I signori possessori di Obbligazioni della Società sono prevenuti che il pagamento del semestre d'interessi scadente il 1 luglio avrà luogo a partire da quel giorno, in ragione di italiane L. 7, 50 per Obbligazione

A Milano, sig. C. F. Brot,
A Bologna, signori R. Rizzoli e C.

Torino, 22 giugno 1862.

AVVISO

Il sottoscritto avendo dato la sua dimessione di ingegnere della società duca Antonio Litta e Comp., viene di formare una nuova società sotto la denominazione di Società dell'Industria Nazionale C. Reymond e Comp., per la construzione di apparati di riscaldamento in generale con privilegio esclusivo.

Ufficio provvisorio, Galleria Natta, numero 2, piano 1.

CARLO REYMOND.

DIFFIDAMENTO

La Società Duca Antonio Litta e Comp. diffida per ogni effetto di ragione, che il signor Carlo Reymond ha cessato dalla carica d'ingegnere di detta Società, e che gli venne revocato ogni mandato relativo.

INCANTO VOLONTARIO

Per la vendita del castello, edifizio di molino e pesta da riso, case, e i beni stabili, mobili e scorte, in territorio di Castelengo, circondario di Biella, fissato per il 18 agosto 1862, nello studio e coll'opera del notaio sottoscritto, via Doragrossa, n. 13, piano 1, alle ore 10 antimeridiane.

Le carte tutte sono visibili presso il notaio procedente.

Torino, 20 giugno 1862.

Avv. Enrico Nigra not.

SUBASTAZIONE.

All'udienza che sarà tenuta dal tribunale del circondario di Torino, alle ore 9 antimeridiane del giorno 9 prossimo venturo agosto, nel solito palazzo d'Ormea, via della Consolata, n. 12, piano nobile, avrà luogo l'incanto e successivo deliberamento a favore dell'ultimo miglior offerente, di un corpo di casa posto nel borgo Dora di questa città, n. 21, (isola Santa Lucia), al n. civico 1, colle coerenze della via Borgo Dora, e dell'ex polverificio demaniale, composto il medesimo di quattro bracci e descritto nel bando venale 20 corrente giugno.

Di quale corpo di casa venne ordinata la subastazione a pregiudicio del signor cavaliere e professore Michele Griffa interdetto, ad instanza del signor Giuseppe Conti, ambi dimoranti in Torino.

L'incanto verrà aperto sul prezzo di lire 16200 offerto dal signor Conti eccedenti le cento volte il tributo prediale, e sotto l'osservanza delle condizioni dettagliate nel sovra citato bando venale.

Torino, 21 giugno 1862.

Caus. Ramella sost. Ramboslo p. c.

TRASCRIZIONE.

Con atto in data 21 maggio 1862, trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino, il 21 giugno successivo, rogato Teppati, il signor Gioachino Alocco fu Brenardo, nato a Bra e domiciliato in Torino, fece vendita al signor avv. Luigi Novelli fu Luigi, nato a Pinerolo e domiciliato in Torino, di un corpo di casa, cortili, terreni e dipendenze dal medesimo posseduto sul territorio di Torino, distretto del Valentino, descritto in mappa nella sez. 47, sotto li nn. 87 e 88, di are 17, 90 in totale, a corpo e non a misura, fra le coerenze a levante la strada del Pallamaglio ed i beni demaniali, a mezzodì i signori Gili e Giacomo, a ponente il sig. Bernato ed a notte il signor Paracca, salvo veriori coerenze ed indicazioni se vi fossero, per il prezzo di L. 21290.

Torino, 21 giugno 1862.

G. Teppati not. coll.

INCANTO.

All'udienza del 29 luglio p. v. davanti il tribunale del circondario di Biella avrà luogo l'incanto e successivo deliberamento dei beni situati in territorio di Cossila, cioè corpo di casa, prati, campi e vigne nella regione Novella, la cui subastazione venne provocata ad istanza del signor Mosca Andrea di Biella contro Giovanni Coda-Bertetto di Cossila.

Biella, 12 giugno 1862.

Corona sost. Corona p. c.

NOTIFICANZA DI SENTENZA.

Il tribunale del circondario di Cuneo, con sentenza 22 ora scorso maggio, condannava il Giovanni Antonio Fossati, già domiciliato al Sambucco, ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, al pagamento di L. 1239, cent. 15 ed interessi, in compagnia del suo fratello Lorenzo Fossati, a favore di Tropini Giovanni Valerio, residente al Sambucco, quale sentenza già venne con atto dell'usciere delegato Angelo Armasso in data 22 corrente mese, notificata nel senso previsto dall'art. 61 del cod. di proc. civ.

Cuneo, 23 giugno 1862.

Delfino Giacinto p. c.

INFORMAZIONI PER ASSENZA.

Con decreto 12 giugno 1862, il tribunale del circondario di Cuneo, sull'instanza di Giordanengo Maria fu Antonio vedova di Parola Francesco, residente a Roccavione, ammessa al beneficio dei poveri, con decreto dell'ill.mo signor presidente del predetto tribunale in data 23 preceduto maggio, ordinava che innanzi tutto fossero assunte informazioni sulla verità dei fatti esposti dalla predetta Giordanengo, tendenti a far dichiarare l'assenza di Michele Antonio Giordanengo fu Giacomo Antonio, già domiciliato a Cervasca, commettendo per tali informazioni l'ill.mo signor giudice del mandamento di Cuneo.

Cuneo, 19 giugno 1862.

Delfino Giacinto proc.

NOTIFICAZIONE.

Con atto dell'usciere presso il tribunale di circondario di Mondovì, Giovanni Tomatis, venne il giorno 6 corrente mese, sull'istanza dell'Amministrazione della Cassa di Risparmio stabilita in Savona, notificato a Giovanni Luigi Delfino fu Giovanni Maria, di domicilio, residenza e dimora ignoti, il bando venale in data 22 ora scorso mese di maggio, con cui si fece noto al pubblico che l'incanto e successivo deliberamento degli stabili posseduti dallo stesso Giovanni Luigi Delfino, in comune cogli altri coeredi Delfino di lui fratelli e sorelle, avrà luogo nanti il prefato tribunale alle ore 11 del 7 prossimo mese di luglio.

Tale notificanza venne fatta mediante affissione di copia di detto bando alla porta esterna del prefato tribunale e rimessione di altra al pubblico Ministero presso lo stesso tribunale.

Mondovì, 16 giugno 1862.

Rovere sost. Strolengo.

PROCLAMA DI FALLIMENTO
di Adriano Puy sarto e negoziante in abiti fatti in questa città.

Il tribunale del circondario di Novara ff. di tribunale di commercio, con sua sentenza in data d'oggi, dichiarò il fallimento dell'Adriano Puy predetto, destinò il B. Accusani a giudice commissario, ordinò l'apposizione dei sigilli, nominò la ditta Carezz. e Motterlino di Milano a sindaco provvisorio; e determinò che l'adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi, abbia luogo nanti il prelodato signor giudice commissario in una delle sale di questo tribunale, alle ore 12 meridiane delli 8 luglio prossimo venturo.

Novara, 21 giugno 1862.

Picco segr.

TRASCRIZIONE.

Con atto 19 gennaio 1861, rogato Monede notaio segretario della giudicatura di Borgo Vercelli, furono aggiudicati a favore del signor geometra e ragioniere Giuseppe Bacella, residente in Borgo Vercelli, ed in odio di Felice Paoletti di Giuseppe, domiciliato nello stesso luogo, un prato asciutto, con ortaglia, gerbido, corte e fabbricato entrostante, posti in territorio di Borgo Vercelli, e nella mappa a parte del numero 1443, di are 81, 45, coll'estimo di scudi 12. 2, 6; più una porzione del prato ivi, diviso in due dal cav. Bramante, il fabbricato si compone di tre camere, camerino, stufa, stalla e sternito con grotta sottostante, magazzeno superiore a due di dette camere, due tettoie ed un baraccone coperto a paglia; il tutto nella regione al Sasso e pel valore complessivo di L. 2015.

Tale atto fu trascritto alla conservatoria delle ipoteche in Novara, il dì 11 marzo 1861, ove venne registrato al vol. 25, articolo 167.

Novara, 20 giugno 1862.

Braghera proc.

FALLIMENTO
di Placido Tracq, negoziante da vino e liquori al minuto in Susa.

Il segretario del tribunale del circondario di Susa, ff. di quello di commercio, avvisando che con sua sentenza delli 21 volgente mese, nominava a sindaco definitivo del fallimento il procuratore Giocondo Garelli di detta città, il signor avv. Mancio giudice commissario, ordinava la congrega dei creditori per le ore 3 pomeridiane del 17 prossimo luglio, nella sala delle adunanze di detto tribunale per la verificazione dei crediti proposti e mandava avvisarsi i creditori che non avevano ancora rimesso i loro titoli, di farne la presentazione nel termine prefisso dall'art. 527 del cod. di commercio.

Susa, 23 giugno 1862.

Magnago sost. segr.

CITAZIONE.

Con atto del 21 corrente dell'usciere presso la giudicatura di questo mandamento, Domenico Sartoris, la signora Maria Bordiga vedova di Giuseppe Borrù, già residente in questa città, ed ora di residenza, domicilio e dimora ignoti, venne sull'instanza del signor Giacomo Allemandi di Giuseppe, residente pure in questa città, citata nel modo prescritto dalla legge sulla procedura civile, a comparire nanti il signor giudice di detto mandamento, alle ore 8 di mattina del due prossimo luglio, per ivi assistere alla dichiarazione di debito a farsi dalli terzi sequestratari signori Giuseppe Mojne, Giovanni Battista Ballatore, Andrea Ajmar, Domenico Armellino, causidico Giuseppe Enrico, Adelaide Foro, causidico Giovanni Pasero e Brigida Demaestri di essa città, pure citati per quell'udienza ed alla conseguente aggiudicazione delle pigioni dovute.

Saluzzo, 23 giugno 1862.

Gay p. c.

TRASCRIZIONE.

Addì 12 maggio 1862, fu trascritto all'ufficio delle ipoteche di Novara, posto al vol. 25, art. 425 del registro alienazioni, l'instrumento 22 marzo detto anno, rogato Rossignoli Ercole notaio a Borgomanero, col quale Crola signor Alessandro fu signor Giovanni, di detto borgo, vendette alli signori Pirinoli commendatore prefetto Giuseppe e dottor fisico Giovanni fratelli del fu signor avv. Giuseppe Maria, della città di Pallanza, le seguenti rispettive proprietà stabili e per li rispettivi prezzi di cui infra, cioè:

Al signor Pirinoli avv. commendatore prefetto Giuseppe, pel prezzo di L. 29205, li seguenti beni cioè:

1. La masseria detta la Masseria della Fontana, posta nel territorio di Borgomanero, nella regione alle Vigane, composta di casa colonica, orto, aratorii, prati, boschi, brughiere e vigne, in mappa alli nn. 6755, 6754, 6357, 6756, 6763, 6512, 6741, 6752, 6311, 6751, 6510, 6749, 6741, 6747, 6742, 6727, 6729, 6769, 6537, 6531, 6516, 6511 e 6428, della complessiva superficie di are 1429, 59, col censo di scudi 885, 3, 2.

2. Pezza di terra vigna in un sol tenente nel territorio e regione suddetti, detta la vigna nuova, in mappa a parte del num. 6537, della quantità di are 184, 25, col censo di scudi 196, 0, 4.

Al signor dottor fisico Giovanni Pirinoli, pel prezzo di L. 31680, oltre l'annualità censuaria di L. 57, 29, li seguenti beni:

1. Masseria detta del Cassinino, posta in territorio suddetto, nella regione alle Vigane, composta di casa colonica, orto, aratorii, prati, vigna e brughiera, in mappa alli nn. 6768, 6769, 6763, 6762, 6758, 6741, della superficie totale di are 740, 72, col censo di scudi 354, 4, 1.

2. Masseria detta del Franchino, nel territorio e reg. suddetti, composta di casa colonica, orto, giardino, aratorii, prati, vigna, boschi e brughiera, in mappa alli numeri 6759, 6761, 6763, 6764, 6739, 6741, 6736, 6769, 6397, della superficie totale di are 1345, 37, coll'estimo censuario di scudi 671, 3.

Tanto si notifica per gli effetti previsti dall'art. 2303 del cod. civ.

SUBHASTATION.

Le royal tribunal de l'arrondissement d'Aoste, par son jugement rendu le 14 juin courant, entre Frassy Jean Léonard de feu Sulpice, propriétaire, domicilié à Quart, et Berriat Marie Louise de feu Pantaléon veuve de Jean Mathieu Marioz, tant de son chef qu'en sa qualité de tutrice de ses enfants mineurs, et Marcoz Pierre Basile, domiciliés à Brissognes, ordonne l'expropriation forcée par voie de subhastation des immeubles décrits dans le rapport de l'expert Lateltin, en date du 19 juin 1861, et dans l'acte de citation Dalle hussier, en date du 5 mai dernier, avec la mise à prix, et sous les conditions énoncées dans ce dernier acte, et dont publication et affiche seront faites les manifestes relatifs, fixe pour les enchères, l'audience du 22 août prochain.

Aoste, 21 juin 1862.

Millet p. c.

RISOLUZIONE DI SOCIETA'.

Con scrittura del giorno d'oggi, depositata presso la segreteria del tribunale di commercio, li sottoscritti Giacinto Goitre fu Luigi nato alla Veneria Reale e Ghiardino Ratti fu Pietro nato a Mondovì Breo, domiciliati in Torino, dichiararono risolta a partire dal giorno d'oggi la società contratta tra di essi con scrittura 9 8.bre 1860, per l'esercizio di un caffè in questa città, vie della Zecca e Macelli, casa Dasiani, n. 8, sotto la denominazione del caffè Astigiano.

Torino, 13 giugno 1862

Ratti Ghiardino.
Goitre Giacinto.

Torino, Tipografia G. FAVALE e C.